

## Le monde diplomatique

[http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/BEN\\_ABDALLAH\\_EL\\_ALAOUI/19532](http://www.monde-diplomatique.fr/2010/08/BEN_ABDALLAH_EL_ALAOUI/19532)

### Face à l'occupation américaine de l'Irak Le monde arabe au pied du mur

La « pax americana » semble avoir fait long feu. En Palestine, la décision de principe d'expulser le président Yasser Arafat a fini d'enterrer la « feuille de route ». En Irak, le chaos s'étend avec la recrudescence des attentats visant l'occupant, mais aussi ses collaborateurs et les Nations unies. Et, faute de restituer la souveraineté aux Irakiens, le vote par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution ne suffira pas à sortir les Etats-Unis du bourbier. A treize mois de l'élection présidentielle, M. George W. Bush est donc confronté aux premiers échecs de la stratégie néoconservatrice pour « démocratiser » le Proche-Orient. Le monde arabe saura-t-il reprendre l'initiative ?

**PAR HICHAM BEN ABDALLAH EL ALAOUI**

« *Faites attention à ce que vous demandez, dit le proverbe, vous pourriez l'obtenir.* » Les Etats-Unis semblent avoir obtenu ce qu'ils voulaient en Irak : une victoire militaire rapide qui a éliminé M. Saddam Hussein et les menaces que celui-ci faisait peser, quelles qu'elles fussent et une tête de pont dans leur projet de remodelage démocratique du Proche-Orient.

Quoi qu'on pense de cette stratégie, Washington en a indiscutablement une : celle, audacieuse, d'une grande puissance mobilisée pour parvenir à ses fins. Si elle ne nous plaît pas, à nous de mobiliser nos propres forces au service de notre propre ordre du jour. Mais il nous faut aussi reconnaître l'indéniable disparité des forces. La majorité du monde s'opposait à cette guerre, mais elle n'a pas pu l'arrêter.

Plus pathétique encore, le monde arabe et musulman n'a pas pu résister à ce projet, et n'a même plus la force de trouver en lui l'unité et la volonté nécessaires pour défendre ses intérêts. Les slogans triomphants de l'unité panarabe ont laissé place à la reconnaissance désabusée d'une faiblesse politique, sociale et militaire débilante. Tant que nous ne surmonterons pas cette vulnérabilité, les priorités seront fixées par d'autres. En décidant de conquérir l'Irak, les Etats-Unis ont établi un ordre du jour auquel, tout comme nous, ils doivent maintenant faire face. Espérons que les Arabes en profiteront pour le façonner dans un sens favorable à leurs peuples.

Du point de vue d'un nationalisme arabe libéral, pragmatique et démocratique, de nombreux changements s'imposent au Proche-Orient. Refus obstiné d'une réforme démocratique, persistance de régimes politiques fondés sur un homme fort ou un parti unique, incapacité à régler des problèmes économiques et sociaux flagrants, influence grandissante de courants intégristes et djihadistes, multiplication de situations politiques polarisées entre intégrisme et tyrannie laïque : tous ces éléments contribuent à dessiner un paysage très tourmenté. Et aucun mouvement à même d'impulser une évolution qu'il ait été suscité par des régimes, par des élites ou par la rue n'y est apparu.

Dans un monde saisi d'effroi par l'instabilité des Etats et l'agressivité des acteurs qui leur échappent, il y a de bonnes raisons de vouloir que les sociétés arabes évoluent. Cette préoccupation, les événements du 11 septembre 2001 l'ont fait passer au premier plan en Occident. Le Proche-Orient semble avoir supplanté l'Europe comme centre de la politique mondiale là où la route bifurque et où des choix déterminants pour l'avenir du monde vont devoir être bientôt faits.

**Une vision élaborée avant le 11 septembre**

Plutôt qu'au champ de bataille du « *choc des civilisations* », pensons à une forge où seront coulés de nouveaux paramètres mondiaux d'équilibre et de coopération. Parmi ces derniers figurent les notions de démocratie, de légitimité populaire et de droit international, d'autodéfense, de souveraineté nationale, mais aussi l'idée de « préemption », avec le droit de posséder, d'utiliser ou de menacer d'utiliser des moyens violents, à une échelle limitée ou massive, pour parvenir à ses fins.

Autant de concepts sur lesquels persiste un désaccord, qui n'a rien de surprenant. La tentative américaine d'imposer une direction à cette évolution historique, pour audacieuse qu'elle soit, n'en reste pas moins pétrie de contradictions. C'est un projet dont les effets réels risquent de différer radicalement des buts recherchés.

Les motifs invoqués avec le plus d'insistance par Washington pour justifier son intervention en Irak les armes de destruction massive, les liens de M. Saddam Hussein avec Al-Qaïda et la menace représentée par le régime baasiste sont en fait les moins convaincants. Leur crédibilité, déjà très limitée au sein de la communauté internationale, s'est tellement effritée, même aux Etats-Unis, qu'ils ne méritent guère qu'on en parle. D'ailleurs, les avocats les plus ardents de la guerre au sein du gouvernement américain ont admis que ces justifications relevaient plus de la « commodité » que de la réalité.

L'action américaine s'explique autrement. Les faits établis indiquent que la conquête de l'Irak marque la première grande étape d'une redéfinition de la géopolitique mondiale et du rôle que les Etats-Unis entendent y jouer. Cette vision a été élaborée avant le 11 septembre, mais les crimes commis ce jour-là ont permis d'obtenir le soutien du peuple américain et de se muer en guerre mondiale contre le terrorisme.

La « Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis » (National Security Strategy of the United States, NSS) a été publiée en septembre 2002. Le journaliste William Pfaff a parlé à son propos de « *dénonciation américaine implicite de l'ordre d'Etat moderne qui gouverne les relations internationales depuis 1648 et le traité de Westphalie (...) avec pour but de remplacer le principe existant de légitimité internationale (1)* ». Ce document, poursuivait Pfaff, « *affirme que, si le gouvernement américain décide unilatéralement qu'un Etat représente une menace future pour les Etats-Unis, (...) ceux-ci interviendront préventivement pour éliminer la menace, si nécessaire en procédant à un "changement de régime" (2)* ». Il préconise une domination américaine dans toutes les régions du monde et insiste sur le fait que les Etats-Unis « *agiront préventivement* », afin « *d'anticiper (...) des actes hostiles de la part de [leurs] adversaires et de dissuader des adversaires potentiels d'accroître leur force militaire dans l'espoir de surpasser ou d'égaliser* » leur puissance.

Selon cette doctrine, les Etats-Unis doivent en effet s'assurer une « *force militaire sans égale* » pour pouvoir imposer partout leur volonté. Il leur faut donc anticiper l'apparition d'Etats capables, par leur armement nucléaire, de bloquer leurs impératifs l'Irak représentant, à cet égard, un pays-clé dans une région-clé. Mais il s'agit aussi d'empêcher qu'un jour des puissances nucléaires concurrentes comme la Russie ou la Chine ne remettent en question leur hégémonie globale.

La guerre en Irak marque l'apogée d'une décennie de travail intellectuel et politique intense d'un petit groupe de néoconservateurs (3), lesquels ont formé, avec des intégristes chrétiens et des militaristes, une nouvelle coalition impériale qui s'est cristallisée sous la présidence de M. George W. Bush.

Au Proche-Orient, cette stratégie implique de changer radicalement le cours de l'histoire en favorisant l'adoption des valeurs politiques et économiques américaines, dans l'espoir que des valeurs complémentaires morales, culturelles et même religieuses suivent. Selon ce scénario, la conquête de l'Irak est censée arrêter la propagation de l'intégrisme islamique,

affaiblir le soutien à la résistance palestinienne et amener Palestiniens et Arabes à accepter un plan de « paix ». Elle vise aussi à placer les Etats-Unis au coeur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) afin de renforcer à la fois la discipline des prix du brut et la position mondiale centrale du dollar.

Voilà une vision audacieuse, presque missionnaire. Des érudits tels que Bernard Lewis et Fouad Ajami ont contribué à convaincre Washington que la décadence d'un monde arabe incapable de se réformer allait générer des formes toujours plus virulentes de terrorisme anti-américain. La promesse de l'après-11 septembre, c'est que l'élimination de régimes comme celui de M. Saddam Hussein et la transformation de la culture politique du Proche-Orient empêcheront les groupes extrémistes du type Al-Qaida d'accéder aux armes de destruction massive. Cette stratégie se présente donc comme une nécessité défensive.

En réalité, la véritable menace provient des armes nucléaires, qui requièrent des ressources industrielles et scientifiques moins répandues et plus faciles à contrôler. Le gouvernement américain utilise l'expression « *armes de destruction massive* » pour confondre les armes nucléaires avec les armes biologiques et chimiques, bien que ces dernières se révèlent, à l'expérience, d'un emploi difficile et peu efficaces. Mais elles sont beaucoup plus faciles à fabriquer et à dissimuler. On peut ainsi désigner n'importe quel pays arabe ou musulman doté d'une industrie chimique ou biopharmaceutique rudimentaire comme potentiellement dangereux : il pourrait un jour fournir ses armes à un groupe terroriste susceptible de s'en servir contre les Etats-Unis ou leurs alliés. Cela revient à dire aux pays du Proche-Orient que le fait d'atteindre un certain niveau de développement industriel sera considéré comme une menace en soi si ces pays ne s'amarrent pas solidement au camp américain.

Qui plus est, tout en exigeant le non-développement des armes nucléaires, cette stratégie abandonne les moyens de contrôle de la prolifération nucléaire internationalement acceptés, via les traités, au profit d'une doctrine plus agressive, unilatéraliste et « *préemptive* » (lire « ~~Washington relance la prolifération nucléaire~~ ») : la « contre-prolifération » consacre en effet la possession d'armes nucléaires par les Etats-Unis et leurs alliés proches ainsi que la menace de les employer.

Plus troublant encore : la force militaire constitue le principal moyen qu'envisage la nouvelle stratégie pour parvenir à ses fins. Si les Etats ne s'alignent pas, les Etats-Unis se chargeront de les aligner, *viades* « changements de régime » unilatéralement imposés, au mépris du droit international. Leur engagement « humanitaire » et « progressiste » n'est qu'un enrobage formel de la conquête. Les problèmes politiques et sociaux locaux ? Des épiphénomènes qui se résoudreont rapidement après une démonstration de force écrasante le seul langage qu'« ils » comprennent. Le discours néoconservateur sur la « libéralisation » et la « démocratisation » prétend avoir raison de cultures entières.

### **Angoisse devant tant d'acharnement**

Un projet aussi agressif représente un énorme pari sur l'efficacité de la technologie militaire. D'ailleurs, la communauté internationale l'a en grande partie rejeté. Quant à l'opinion publique américaine, très ombrageuse lorsqu'il est question de victimes, elle ne l'a accepté qu'une fois persuadée de l'existence d'une vraie menace et d'une réelle possibilité de succès. Les partisans de cet unilatéralisme agressif savaient qu'ils ne vendraient pas leur entreprise « *en l'absence d'un événement* »

*catastrophique et catalyseur comme un nouveau Pearl Harbor (4) » : seul le traumatisme du 11 septembre a emporté l'adhésion.*

Réduits au silence, les cercles traditionnels de l'establishment américain de la politique étrangère éprouvent, eux aussi, quelque angoisse devant tant d'acharnement. Chacun comprend le danger que comporte le projet de déstabilisation de l'ensemble du monde arabe. Même un ancien secrétaire d'Etat du président George Bush père, M. Lawrence Eagleburger, a déclaré : « *Si George [W.] Bush décidait de lâcher ses troupes contre la Syrie et l'Iran (...), moi-même je serais d'avis qu'il faut le destituer (5)...* » L'Iran, la Syrie, et même l'Arabie saoudite, de plus en plus critiquée, se trouvent dans la ligne de mire.

L'évolution de ces trois pays aggravera les tensions, aux Etats-Unis, entre traditionalistes et néoconservateurs. En Iran, les premiers souhaitent cultiver des liens avec les Iraniens modérés, afin d'encourager la réforme à long terme du système politique, de négocier une solution sur la question nucléaire, de maintenir un approvisionnement stable en pétrole et, au-delà, de mieux coopérer avec les chiites d'Irak. Convaincus de la difficulté d'une opération militaire contre Téhéran, ils préfèrent soutenir les changements en cours. A l'inverse, les néoconservateurs manquent du minimum de patience nécessaire pour rechercher un accommodement avec ces religieux « pas si intégristes », dans l'espoir « naïf » qu'ils renonceront, « comme promis », aux armes nucléaires. Ce qui laisse présager une confrontation imminente (*lire « **Menace iranienne, menace sur l'Iran** »*).

En ce qui concerne la Syrie, Washington veut qu'elle cesse de soutenir les militants palestiniens et le Hezbollah libanais. Les traditionalistes seront sans doute prêts à lui accorder, en échange de ces concessions, des garanties sur le Liban, le Golan et la stabilité du régime baasiste. Les faucons, eux, semblent résolus à l'affrontement, accusant Damas d'abriter les armes de destruction massive de M. Saddam Hussein, si ce n'est ce dernier. Les forces américaines en Irak sont allées jusqu'à pénétrer sur le territoire de la Syrie, pourtant considérée comme « *l'un des alliés les plus efficaces de la CIA en matière de renseignement dans la lutte contre Al-Qaida (6)* ».

L'Arabie saoudite illustre l'opposition radicale entre traditionalistes et néoconservateurs. Les premiers, préoccupés avant tout par le pétrole, ont toujours entretenu des relations protectrices avec la monarchie saoudienne, qui, depuis le pacte passé en 1945 avec le président Franklin D. Roosevelt, garantit l'accès américain à des ressources pétrolières sûres et peu chères. Les seconds entendent faire preuve de « dureté » à l'endroit de Riyad, qui, outre son soutien à la cause palestinienne et au radicalisme islamique, se voit accusé d'avoir financé les attentats du 11 septembre ou su qu'ils allaient se produire. Que M. Oussama Ben Laden et la plupart des pirates de l'air soient saoudiens témoigne sans conteste des dangers du wahabbisme radical. Négligents envers ce dernier pendant la guerre froide, les néoconservateurs exigent désormais que le régime saoudien se sépare de ce courant de l'islam, sur lequel repose sa légitimité...

Cette attaque tous azimuts et ses effets prévisibles inquiètent les partisans d'une politique étrangère modérée. Ceux-ci, aux Etats-Unis comme dans le monde, redoutent que les intégristes radicaux ne bénéficient d'une crise s'étendant à toute la région. Mais les purs et durs ne reculent pas à l'idée d'un cataclysme : des résultats négatifs à court terme ne feront que souligner la nature non démocratique de régimes et de sociétés qui engendrent le terrorisme et « *dans une série de*

*mouvements et de contre-attaques qui s'étaleront dans le temps (7) »* pousseront les Etats-Unis à élargir l'affrontement jusqu'à ce qu'une culture démocratique s'impose partout au Proche-Orient.

L'Irak va-t-il « *changer le cours de l'histoire* » ? Et, si oui, dans quel sens ? L'occupation et la reconstruction de l'Irak constituent maintenant un point de départ. L'histoire montre combien il est difficile de rétablir la confiance, de bâtir de nouvelles institutions et de solliciter la participation de différents groupes à une société multiethnique sous le contrôle d'une puissance étrangère. Dans les Balkans, la présence d'un mandat international clair et d'une administration civile dont l'autorité relevait de la communauté internationale à travers les Nations unies ont permis le ralliement de toutes les composantes de la population à la reconstruction politique, et évité que les autorités civiles et militaires soient la cible d'actes de résistance.

L'actuelle mission des Etats-Unis repose sur une base plus fragile. L'occupation américaine de l'Irak résulte d'une invasion que la majorité du monde a condamnée, que nul groupe sur place n'a demandée et qui a laminé les infrastructures civiles du pays : elle doit donc partir de zéro pour démontrer ses mérites aux Irakiens et au monde. Ce qui n'a rien d'évident, car rien de ce qui concernait l'après-guerre n'avait été préparé. Or, même le rétablissement de la sécurité, qui implique des structures allant de la police locale au système judiciaire national, dépasse la compétence de l'armée. Tout se passe comme si Washington avait cru pouvoir récupérer l'appareil d'Etat baasiste intact.

L'état de dévastation du pays et l'ambition des objectifs américains requièrent un engagement financier et humain énorme. Si Washington persiste dans la voie de l'unilatéralisme, cet effort reposera sur ses seules ressources. Mais la moitié de ses troupes de combat se trouvent en Irak, et le coût de l'occupation est estimé à 60 milliards de dollars par an. Les revenus du pétrole ne couvriront pas ces coûts avant des années. La suffisance dont font preuve les Etats-Unis quant aux dimensions diplomatiques et politiques de leur action risque de les obliger à tirer sur leurs propres réserves de manière exorbitante. Nul ne voudra subventionner cet effort si l'Amérique conserve seule l'autorité politique. Rien n'avancera sans une légitimité élargie.

Les alliés surtout ceux de la « vieille Europe », copieusement insultés restent jusqu'ici sourds aux demandes de nouvelles troupes. Cherchant frénétiquement un faire-valoir du tiers-monde, si possible musulman, avec qui partager le fardeau, les Etats-Unis se tournent à nouveau vers la Turquie. Secrétaire d'Etat adjoint à la défense, M. Paul Wolfowitz a illustré sa conception de la démocratie en reprochant aux militaires turcs de n'avoir pas envoyé de troupes dès le départ, malgré l'opposition du Parlement.

La poursuite des attaques contre les forces d'occupation rend la participation d'autres pays à la fois plus impérative et plus difficile. Mais c'est surtout la réaction des principaux acteurs sociaux irakiens qui décidera du sort de l'intervention.

L'effondrement des infrastructures sociales suscite une colère que les efforts américains pour conserver le pouvoir alimentent. Manifestations et appels à la fin de l'occupation se succèdent. Aux points de contrôle et lors de rafles, la mort de familles entières devient monnaie courante. Sporadique à l'origine, la résistance armée s'intensifie. Les soldats américains prennent conscience qu'ils sont désormais perçus comme des « occupants » plutôt que comme des « libérateurs ».

Annulant les élections locales, les autorités américaines ont rassemblé à la hâte un Conseil de gouvernement. Certains Irakiens, la plupart des chiites, optent pour l'expectative ; d'autres assassinent des collaborateurs. Quelle ampleur la

résistance armée prendra-t-elle ? Nul ne le sait, mais il serait stupide de penser qu'elle se limite aux fidèles de M. Saddam Hussein, à Al-Qaida ou aux militants arabes étrangers. On sait, en revanche, quels facteurs seront déterminants : le rétablissement ou non des infrastructures, la satisfaction ou non des besoins sociaux fondamentaux, le fait que le pouvoir soit ou non entre les mains des Irakiens, celui que les différents groupes ethniques, tribaux, régionaux et religieux soient ou non traités avec équité.

Disposant depuis 1991 de leur propre gouvernement, les Kurdes se présentent pour Washington en alliés ils ont même mis une sourdine aux revendications qui pouvaient les éloigner des Etats-Unis. Les sunnites, qui ont perdu leur position dominante, ressassent leur ressentiment. Les musulmans et les chrétiens laïques se méfient du potentiel d'islamisation. Quant aux chiïtes (60 % de la population), réprimés sous le régime baasiste, ils ont le plus à gagner d'un nouvel ordre et pourraient être favorables à l'intervention. Le projet américain ne peut réussir sans leur coopération.

### **Nouvelle théocratie religieuse ?**

De même, la résistance a peu de chances d'aboutir sans les chiïtes. Si elle englobe ceux-ci, les Américains ne pourront la réprimer sans anéantir le pays et, du même coup, toute légitimité morale et politique. Mais une domination chiïte menacerait l'unité du pays, poussant les Kurdes vers l'autonomie et s'aliénant les sunnites, les chrétiens aussi bien que les Irakiens laïques. La réussite ou l'échec de l'entreprise américaine va donc se jouer sur l'équilibre précis que les chiïtes établiront entre soutien, retenue et hostilité.

On espère que le Conseil de gouvernement irakien nommé par les Etats-Unis, à majorité chiïte, servira de vecteur pour une reconstruction nationale unitaire. Mais la communauté chiïte est impatiente. Les ayatollahs de Nadjaf, la ville la plus sainte de l'islam chiïte, n'ont manifesté qu'une tolérance limitée envers la présence américaine.

Membre le plus vénéré du conseil des religieux islamiques de Nadjaf, la Hawza al-Ilmiya, l'ayatollah Ali Sistani a toujours été partisan d'un régime chiïte : il a émis une *fatwa* demandant que les Irakiens et non les autorités américaines choisissent les membres d'un comité chargé d'élaborer une Constitution à soumettre au vote. Dirigée jusqu'à son assassinat, le 29 août 2003, par l'ayatollah Baker Al-Hakim, l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (Asrii) possède sa propre branche militaire (la brigade Al-Badr) et était basée en Iran à l'époque de M. Saddam Hussein ; elle fait partie du Conseil de gouvernement. Le charisme de l'imam Muqtada Al-Sadr, fils d'un dignitaire religieux révérend assassiné par les baasistes, trouve un large écho parmi les jeunes et les défavorisés. Il rassemble d'importantes manifestations, saluées par des messages de soutien de l'Iran, pour dénoncer la couardise du Conseil de gouvernement, l'Amérique, M. Saddam Hussein et le colonialisme, et appelle à un régime religieux de type iranien. Il évite toutefois de prôner une résistance armée, à laquelle s'oppose la Hawza.

Comment sera tranché le débat entre partisans d'une démocratie laïque et tenants d'une théocratie religieuse au sein de la communauté chiïte, de même qu'entre les chiïtes, d'autres groupes irakiens et les autorités américaines ? En cherchant à s'assurer le soutien des chiïtes, les Etats-Unis risquent d'attiser l'intégrisme.

Ainsi, dans le quartier pauvre de Bagdad Saddam City, devenue Sadr City, des milices liées à Muqtada Al-Sadr, financées par des « briques de dinars » provenant des forces américaines, participent à leur manière au rétablissement de l'ordre. Ils exigent que les cinémas soient incendiés, que soient battus les vendeurs de boissons alcoolisées et les hommes refusant de se laisser pousser la barbe, que le port du voile soit imposé à toutes les femmes, y compris aux chrétiennes, les « pécheresses » et les femmes non voilées étant punies de mort (8).

De telles images ravivent la crainte d'une réédition de l'Irak ou de l'Afghanistan. Si un régime d'ayatollahs devait s'imposer à Bagdad, l'unité de l'Etat irakien s'en trouverait compromise, l'intégrisme transnational chiite aurait carte blanche et Washington subirait un désastre politique. Plus qu'aucune autre, la question chiite révèle la contradiction entre le but affiché par les Etats-Unis permettre à l'Irak d'accéder à la démocratie et l'absolue nécessité, pour eux, de contrôler l'opération jusqu'au bout. Mais que peut refuser Washington aux chiites, dont la seule abstention suffit à semer le trouble ?

La Maison Blanche ne peut laisser l'Irak partir à la dérive à l'instar de l'Afghanistan. Ce précédent, comme celui des Balkans, le prouve : il est bien plus facile de vaincre une armée que de construire une nation, sans parler de transformer la culture d'une région. Le projet impérial néoconservateur se fonde sur une critique de la culture politique arabe contemporaine et sur la crainte de ses courants extrémistes (9). Le remède envisagé va bien au-delà de la simple conquête. La complexité, le pluralisme et l'indépendance culturelle obstinée d'un peuple ne sauraient être abolis par un schéma importé de très loin. La démocratisation dont le Proche-Orient a désespérément besoin exige de l'intelligence politique et de l'imagination morale. Elle implique de soutenir les forces qui ont courageusement oeuvré dans ce sens : dissidents et journalistes, qui risquent leur vie et leur liberté tous les jours ; réformistes islamiques, qui défendent la compatibilité de l'islam avec la démocratie contre les extrémistes ; groupes de femmes, syndicats et représentants de la société civile, qui luttent pour le droit de s'organiser et de promouvoir leurs idées. Elle suppose qu'on comprenne que les mouvements politiques islamiques ne sont pas forcément composés de djihadistes violents, et qu'il n'y a pas de raison qu'ils ne soient pas intégrés à la politique nationale, comme les chrétiens démocrates en Europe.

Toute puissance extérieure désireuse d'intervenir dans la région au nom de la démocratie doit dialoguer avec ces forces, les respecter et trouver avec elles des solutions politiques, sociales et économiques. Car seules ces troupes gagneront la bataille de la démocratie et seront le rempart le plus efficace contre l'extrémisme djihadiste. Il leur revient et non à une petite élite à Washington de mener la lutte pour la réforme au Proche-Orient. Au lieu de soutenir ces mouvements réformistes autochtones, Washington continue de s'allier aux gouvernements autoritaires qui les étouffent. Au nom de la « guerre contre le terrorisme », les Etats-Unis renforcent les appareils d'Etat les plus répressifs et ferment les yeux sur l'incarcération arbitraire d'« islamistes ».

S'ils veulent que les réformateurs arabes les prennent au sérieux lorsqu'ils affirment s'engager en faveur de la démocratie, ils doivent cesser d'encourager les arrestations de masse et la torture. S'ils veulent que les nationalistes arabes modérés les prennent au sérieux lorsqu'ils affirment se préoccuper de l'avenir de la culture arabe ou de la menace posée par les armes de destruction massive, ils doivent cesser de soutenir inconditionnellement la politique agressive d'Israël, et s'efforcer de promouvoir un plan de paix qui tienne compte de la colère des Palestiniens face à l'occupation et à la colonisation autant que des préoccupations israéliennes en matière de sécurité.

Vu la généalogie du projet néoconservateur, un tel changement paraît peu probable. Pourtant, si la stratégie régionale des Etats-Unis sert à imposer de nouvelles injustices aux Palestiniens, de nombreux Arabes n'y verront, à juste titre, qu'un instrument destiné à satisfaire l'intransigeance israélienne. Si les Etats-Unis veulent que les Arabes les croient réellement lorsqu'ils affirment soutenir l'autodétermination, ils ne peuvent pas demander à la démocratie irakienne de revêtir les habits d'une nouvelle tyrannie. S'ils ne peuvent faire preuve de ce minimum de respect pour la région qu'ils affirment vouloir réformer, les contradictions internes de leur politique deviendront évidentes, au-delà du petit cercle de think tanks et de médias complaisants à Washington, pour les peuples du Proche-Orient.

### **Après l'échec des Etats-Unis**

L'objectif stratégique de Washington ne pourra être atteint que si l'Irak se transforme assez rapidement en un Etat souverain, stable, unifié, démocratique et non théocratique. C'est la condition pour assurer la sécurité du Proche-Orient et du reste du monde, mais aussi pour que les néoconservateurs atteignent leur but de guerre : se doter d'une base servant à la fois les intérêts géopolitiques américains et la démocratisation du monde arabe. Pour y parvenir, les Etats-Unis devront accepter de perdre des hommes et d'engager d'énormes dépenses, alors même que leur peuple vivra à l'heure des réductions de budget. Aussi probables, les autres éventualités dislocation de l'Etat irakien, généralisation de la pauvreté, des troubles et de la résistance, prolongation de l'occupation étrangère, montée de l'intégrisme ou avènement d'un régime autoritaire représenteront pour eux un grave échec politique.

Pour le monde arabe, il serait dangereux de se croiser les bras en attendant l'échec des Etats-Unis, qui, tout en prolongeant leur occupation de l'Irak, pourraient provoquer ailleurs des « changements de régime ». Cibles potentielles de ces derniers, les Etats arabes et tous les pays en développement doivent prendre l'initiative politique et morale. Conçues pour la guerre froide, les structures internationales comme les Nations unies, la Ligue arabe et le Mouvement des non-alignés ne fonctionnent plus. Le précédent américain en matière de guerre préventive menace de devenir une norme universelle des conflits.

Pour éviter cela, nous avons besoin de nouvelles structures de solidarité, allant au-delà des paramètres traditionnels des relations interétatiques. Des nations indépendantes doivent s'engager à respecter les normes du droit international dans leurs conflits, à condamner toute action militaire préventive, à la priver de tout soutien (bases, droit de survol, etc.) et à promouvoir des réformes démocratiques, même s'il faut pour cela passer par un « changement de régime ». Plus qu'un simple traité, cette initiative doit être un forum où préparer une réforme démocratique et, dans le monde musulman, une réforme islamique.

Sans attendre, l'ONU doit prendre la relève en Irak. Les Etats-Unis ont compris la nécessité d'un mandat international. C'est un pas en avant, mais il en faudra beaucoup d'autres

En « gagnant » la guerre d'Irak, Washington nous a tous mis à l'épreuve. Si Bagdad ne devient pas, comme promis, un pôle d'attraction stable qui catalyse la démocratisation du Proche-Orient, les Etats-Unis se retrouveront affaiblis et plus exposés au danger ; les perspectives d'une réforme dans le monde arabe deviendront plus problématiques. De même, si l'Irak et



d'autres Etats arabes ne trouvent pas leur propre voie vers la démocratie et la légitimité populaire, les conséquences seront désastreuses. Les chances d'une réussite, telle que l'Amérique l'a définie pour elle et pour le reste du monde, paraissent ténues. Quelle qu'ait été l'intention des Etats-Unis en conquérant l'Irak, voilà le résultat, pour eux et pour nous.

(1) *International Herald Tribune*, 3 octobre 2002. Lire aussi Henry Kissinger, « Irak Poses Most Consequential Foreign-Policy Decision for Bush », *Chicago Tribune*, 11 août 2002.

(2) *Idem*.

(3) Lire Philip S. Golub, « ~~Métamorphoses d'une politique impériale~~ », *Le Monde diplomatique*, mars 2003.

(4) Rapport du PNAC, 2000.

(5) « ~~Lawrence Eagleburger : Bush Should Be Impeached if he Invades Syria or Iran~~ », 14 avril 2003.

(6) Seymour M. Hersh, « The Syrian Bet : Did the Bush Administration Burn a Useful Source on Al Qaeda ? », *The New Yorker*, 28 juillet 2003.

(7) Jeffrey Bell, cité par Joshua Micah Marshall dans « ~~Practice to Deceive~~ », *The Washington Monthly Online*, avril 2003.

(8) Susan Sachs, « Shiite Leaders Compete to Govern an Iraqi Slum », *The New York Times*, 25 mai 2003.

(9) Lire Edward W. Said, « ~~L'humanisme, dernier rempart contre la barbarie~~ », *Le Monde diplomatique*, septembre 2003.